

Conseil Communautaire

Séance du 13 novembre 2025

à Saint-Hilaire-Taurieux

COMPTE-RENDU

L'an deux mille vingt-cinq, le treize novembre à vingt heures, le Conseil Communautaire de la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES XAINTRIE VAL' DORDOGNE dûment convoqué, s'est réuni à SAINT-HILAIRE-TAURIEUX, sous la présidence de Madame Nicole BARDI, Présidente.

Date de convocation : 7 novembre 2025.

Présents : ARRESTIER Vincent, BALLUTEAU Danielle, BARDI Nicole, BRIGOLET Jean-Marie, CARMIER Camille, CLAVIÈRE Aline, CLAVIÈRE Hervé, DABERTRAND Jean, DA FONSECA Thierry, DUCHAMP Sébastien, DUMAS Laurence, FERRACCI Dominique, GALEWSKI Nathalie, GASQUET Jean-François, JEAN Lionel, JOANNY Agnès, LAFON Francis, LAJOINIE Géraldine, LAVERGNE Martine, LEBOUVIER Adrien, LHERM Michel, LONGOUR Laurent, MEILHAC Sébastien, MIGNARD Sophie, MOISSON Albert, MOULIN Philippe, NACRY Marie-Christine, PAIR Christian, PARDOUX Stéphane, POUJADE André, RÉVEILLER Michel (suppléant), REYNIER Annie, RIGAL Christian, SALLARD Jean-Basile, TEULIÈRE Jean-Michel, TRASSOUDAIN Bernard, VAN NIEUWENHUYSE Régis.

Absents : M. Joël BEYNEL représenté par Mme Nicole BARDI, M. René BITARELLE, Mme Laurence BRIANCON représentée par M. Francis LAFON, M. Daniel GREGOIRE représenté par M. Jean-Michel TEULIERE, M. Jean-Pierre LASSERRE représenté par M. Bernard TRASSOUDAIN, M. Stéphane LUDIER représenté par M. Albert MOISSON, Mme Fabienne MONTALTI représentée par Mme Dominique FERRACCI, M. Patrick REYNES représenté par M. Sébastien DUCHAMP, M. Jean-Claude TURQUET

Secrétaire de séance : Mme Géraldine LAJOINIE

Décisions du Bureau Communautaire				
Point 1.1 de la délibération du 9 juillet 2020 : Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres pour lesquels une procédure adaptée supérieure ou égale à 40 000 € HT et inférieure à 200 000 € HT a été mise en œuvre, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget				
Opération	Entreprise retenue	Montant HT	Montant TTC	Date décision
Travaux de rénovation des passerelles des Cascades de Murel	JARDIN CONSEIL	62 821.07€	75 385.28 €	10/10/2025
Marché de fourniture d'installation et de Maintenance d'un système de contrôle d'Accès et de supervision Ti	BH TECHNOLOGIES	114 000 €	136 800 €	07/11/2025
LANCEMENT DE MARCHÉ				
Objet du marché		Nature de la décision	Date de la décision	
Marché public d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO) – Mise en œuvre du système de tarification incitative		Lancement de consultation	07/11/2025	
Marché public d'assurances				

Point 3.2 de la délibération du 9 juillet 2020 : Solliciter les subventions les plus élevées possibles auprès de l'ensemble des collectivités territoriales et établissement publics et privés intéressés et valider les plans de financement associés. L'opération projetée devra voir été préalablement débattu en conseil communautaire.

AIDE CD19 CONTRACTUALISATION 2023-2025 – REDÉPLOIEMENT DES PROJETS CCXVD
NOUVEAUX PROJETS PROPOSES - Avenant contrat CD19 2023-2025

Nom projet XVD	Montant € HT projet	Montant € TTC projet	Montant d'aides CD 19	% de subvention sur le montant HT	Autofinancement € TTC
Tarification incitative - Tranche 1 - plateforme	489 776,00 €	587 731,00 €	75 000,00 €	15%	512 731,00 €
Siège intercommunal	132 000,00 €	136 710,00 €	26 400,00 €	20%	110 310,00 €
Aménagement quartier Lamartine (Permis d'aménager yc plan de division parcellaire, archéologie préventive)	40 000,00 €	48 000,00 €	8 000,00 €	20%	40 000,00 €
Tarification incitative - Tranche 2 - équipement PAV et logiciel	114 080,00 €	136 896,00 €	30 000,00 €	26%	106 896,00 €
Sécurisation des passerelles des Cascade de Murel	74 982,25 €	89 980,00 €	15 000,00 €	20%	74 980,00 €
Réalisation d'enrobé sur la place du village d'accueil des Tours de Merle	19 116,00 €	22 939,20 €	4 779,00 €	25%	18 160,20 €
Restauration de la Tonnelle du Village d'accueil des Tours de Merle	24 270,00 €	29 124,00 €	6 067,50 €	25%	23 056,50 €
Amélioration des gradins des Tours de Merle	6 035,00 €	7 242,00 €	1 508,75 €	25%	5 733,25 €
Vitrification - parquet de la grangette - Village d'accueil des Tours de Merle	14 953,00 €	17 943,60 €	3 738,25 €	25%	14 205,35 €
Décision prise le 10/10/25	915 212,25 €	1 076 565,80 €	170 493,50 €		906 072,30 €

074

N°

DÉLIBÉRATIONS

Vote

DB2025-074 : BUDGET GÉNÉRAL : DÉCISION MODIFICATIVE RELATIVE A RÉGULARISATION D'ÉCRITURES D'AMORTISSEMENT DE SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT ET EN FONCTIONNEMENT AU BP 2025

Considérant que les écritures d'amortissement des subventions n'ont pas fait l'objet de prévisions lors du vote du BP 2025 (opérations d'ordre budgétaire), il convient donc de prendre une décision modificative comme suit :

REGULARISATION ECRITURES AMORTISSEMENT SUBVENTION

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-614-01 : Charges locatives et de copropriété	0.00 €	1 793.39 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	0.00 €	1 793.39 €	0.00 €	0.00 €
R-777-01 : Recettes et quote-part subv. invest. transférées au cpte résultat	0.00 €	0.00 €	0.00 €	1 793.39 €
TOTAL R 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	0.00 €	0.00 €	0.00 €	1 793.39 €
Total FONCTIONNEMENT	0.00 €	1 793.39 €	0.00 €	1 793.39 €
INVESTISSEMENT				
D-13916-01 : Subv. inv. actifs amort. - Autres établissements publics locaux	0.00 €	129.39 €	0.00 €	0.00 €
D-139178-01 : Subv. inv. actifs amort. - Autres fonds européens	0.00 €	1 664.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	0.00 €	1 793.39 €	0.00 €	0.00 €
D-21848-01 : Autres matériels de bureau et mobiliers	1 793.39 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	1 793.39 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	1 793.39 €	1 793.39 €	0.00 €	0.00 €
Total Général		1 793.39 €		1 793.39 €

ADOPTÉ

UNANIMITÉ

	Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, DÉCIDE, de régulariser les écritures d'amortissement des subventions en investissement et en fonctionnement tel que présentées ci-dessus.	
075	<p>DB2025-075 : REMBOURSEMENT DE L'AVANCE CONSENTIE AU BUDGET ANNEXE « TOURS DE MERLE »</p> <p>Considérant que la Communauté de Communes est compétente, depuis le 1^{er} janvier 2020, pour assurer l'entretien, l'aménagement et la gestion du site des Tours de Merle. Pour cela, un budget annexe a été créé.</p> <p>Le 11 avril 2024, la délibération n° 2024-050 a autorisé le versement d'une avance de trésorerie du budget principal au budget annexe « Tours de Merle » d'un montant de 200 000 € (100 000€ ont été remboursé fin 2024- DB 2024-100)</p> <p>Le 17 septembre 2024, la délibération n°2024-076 a autorisé le versement d'une avance de trésorerie du budget principal au budget annexe « Tours de Merle » d'un montant de 300 000 € afin de financer les travaux d'amélioration du village d'accueil dans l'attente du versement des subventions.</p> <p>A ce jour le budget annexe « Tours de Merle » a la capacité de reverser la somme de 400 000 €.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, AUTORISE, le reversement de l'avance de trésorerie du budget annexe « Tours de Merle » au budget principal d'un montant de 400 000 €. CHARGE, Madame la Présidente de toutes les formalités administratives en la matière.</p>	ADOPTÉ UNANIMITÉ
076	<p>DB2025-076 : APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIÈRE POUR L'ORGANISATION DU TOUR DU LIMOUSIN - DÉPART DE LA 3^{ème} ÉTAPE - SAINT PRIVAT - AOÛT 2026</p> <p>Considérant qu'en 2025, la ville de Saint-Privat sera ville-étape pour la 59^{ème} édition du TOUR DU LIMOUSIN - PÉRIGORD - NOUVELLE-AQUITAINE, avec le départ de la 3^{ème} étape à SAINT-PRIVAT.</p> <p>Cette étape passe sur plusieurs communes du territoire et sera suivie par une équipe de télévision, rassemblant potentiellement des milliers de spectateurs présents tout au long du parcours. Cet événement est donc une réelle opportunité pour notre territoire en termes de communication et de notoriété. Il est convenu que cette journée événementielle soit co-organisée avec la commune de Saint-Privat (ville de départ) et la Communauté de communes Xaintrie Val' Dordogne (CCXVD), afin de rendre cet événement le plus populaire et le plus festif possible pour les administrés du territoire.</p> <p>La participation financière demandée par « Tour du Limousin organisation » est de 20 000 €, ce qui correspond donc aux clés de répartition suivante (extrait art. 7 convention tripartite Commune - CCXVD - Tour du Limousin organisation) :</p> <p><i>« La Commune de SAINT-PRIVAT s'engage à collecter auprès de ses différents partenaires les fonds nécessaires afin de verser, au 25 août 2026, une subvention de 10 000 € (Dix mille euros) à TOUR DU LIMOUSIN ORGANISATION, au titre de l'accueil du départ de la 3^{ème} étape.</i></p> <p><i>La Communauté de Communes XAINTRIE VAL'DORDOGNE s'engage à verser, au 25 août 2026, une subvention de 10 000 € (Dix mille euros) à TOUR DU LIMOUSIN ORGANISATION, au titre de l'accueil du départ de la 3^{ème} étape. »</i></p>	ADOPTÉ POUR 43 ABSTENTIONS 2

	<p>Par ailleurs, la CCXVD apportera une contribution financière correspondant à 50% du montant TTC du coût de l'évènement, déduction faite des recettes réalisées lors de l'organisation de cet évènement. Les 50% restant seront donc pris en charge par la commune de Saint-Privat.</p> <p>La convention financière tripartite commune de Saint-Privat, CCXVD, et Tour du Limousin Organisation est annexée à la présente délibération.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,</p> <p>APPROUVE, la convention de participation financière pour l'organisation de la 3^{ème} étape du Tour du Limousin 2026, annexée à la présente délibération.</p> <p>CHARGE, Madame la Présidente de toutes les formalités en la matière.</p>	
077	<p>DB2025-077 : MARCHÉ D'ASSURANCES – AUTORISATION DE LANCEMENT</p> <p>Considérant que, le contrat d'assurance pour les risques statutaires de la Communauté de Communes Xaintrie Val' Dordogne arrive à terme le 31 décembre 2025. Xaintrie Val' Dordogne est donc dans l'obligation, pour assurer une continuité et conformément aux règles régissant l'achat public, de lancer une nouvelle consultation.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,</p> <p>APPROUVE, le lancement d'une consultation concernant le marché d'assurance pour les risques statutaires.</p> <p>AUTORISE, Madame la Présidente, après passage en CAO, à signer le marché avec l'attributaire qui sera retenu ainsi que, le cas échéant, à relancer une consultation en cas de procédure infructueuse ou sans suite, et à signer le marché en découlant.</p>	<p>ADOPTÉ</p> <p>UNANIMITÉ</p>
078	<p>DB2025-078 : APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CCI CORREZE</p> <p>Considérant que, dans le cadre de l'opération « le Mois de la Transmission Reprise » en Nouvelle-Aquitaine, la Communauté de Communes Xaintrie Val' Dordogne, en partenariat avec la CCI Corrèze et la Chambre de Métiers et d'Artisanat de la Corrèze, organisent le jeudi 27 novembre 2025, à Argentat-sur-Dordogne, un évènement sur la thématique de la transmission-reprise d'entreprises.</p> <p>Cet évènement, dont l'objectif est de sensibiliser les chefs d'entreprise, porteurs de projets et partenaires, aux enjeux que représente la transmission-reprise d'entreprises, prendra la forme d'une conférence théâtralisée intitulée « Cédant-Repreneur, mariage d'amour de raison », animée par la compagnie « Théâtre à la carte », et sera ponctué d'interventions d'experts et/ou de témoignages et se clôturera par un cocktail en fin de soirée.</p> <p>L'intégralité des frais d'organisation sera répartie entre les trois structures partenaires, dont la somme s'élève pour chacune d'elle, après déduction des subventions d'État et de Région, à 280 euros.</p> <p>La présente convention de partenariat reprend les engagements et modalités de financement entre la CCI Corrèze, la Chambre de Métiers et d'Artisanat de la Corrèze et la Communauté de Communes Xaintrie Val' Dordogne.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,</p> <p>APPROUVE, le projet de convention de partenariat avec la CCI Corrèze, ci-annexé.</p> <p>AUTORISE, Madame la Présidente à signer ladite convention et tous les documents nécessaires au suivi de ce dossier.</p> <p>INSCRIT, les crédits nécessaires au budget principal.</p>	<p>ADOPTÉ</p> <p>UNANIMITÉ</p>

079	<p>DB2025-079 : PRÉCISION DES MODALITÉS DE CONCERTATION DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL</p> <p>Le Rapporteur énonce que l'objet de la présente délibération est de préciser les modalités de concertation définies dans la délibération n°2017-062 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2017 prescrivant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat (PLUi-H) en cours d'élaboration.</p> <p><u>Rappel des modalités de concertation définies dans la délibération de prescription du PLUi-H</u></p> <p>Cette délibération, transmise au contrôle de légalité le 19 avril 2017 et mention de son affichage a été publiée dans le journal La Vie Corrézienne le 28 avril 2017 et a été affichée au siège de la communauté de communes le 20/04/2017. Elle est consultable sur le site internet de la communauté de communes : https://www.xaintrie-val-dordogne.fr/elaboration-du-scot-et-du-plui-h</p> <p>Elle a été notifiée aux personnes publiques associées visées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme, le 21 avril 2017.</p> <p>Les modalités de concertation avec la population mises en œuvre tout au long de l'élaboration du projet, telles que définies dans la délibération du 12 avril 2017, sont les suivantes :</p> <p>« Conformément à l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme, pendant toute la durée de l'élaboration du PLUi, une concertation, associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, doit être mise en place. Cette concertation doit permettre :</p> <p>d'améliorer l'information du public pour partager le diagnostic et les sensibiliser aux enjeux du territoire.</p> <p>De mieux prendre en considération les observations et propositions émises en cours d'élaboration du projet, afin d'alimenter, enrichir et permettre une meilleure appropriation de celui-ci.</p> <p><u>Pour informer</u></p> <p>1) L'information du public sera délivrée par l'intermédiaire d'un dossier de présentation du projet consultable en mairies et d'un dossier numérique de présentation du projet consultable sur le site internet de Xaintrie Val' Dordogne. Le dossier de présentation du projet sera consultable dans chaque mairie de la communauté de communes et siège de Xaintrie Val' Dordogne. Le contenu du dossier sera alimenté au fur et à mesure du déroulement de la procédure.</p> <p>2) Par ailleurs, des informations régulières seront communiquées par l'intermédiaire du magazine communautaire. Des articles explicatifs seront ainsi édités pour informer la population sur l'avancée du projet et pour annoncer les différents événements d'information ou d'échanges ouverts au public.</p> <p>3) Une permanence téléphonique, assurée par le service urbanisme de Xaintrie Val' Dordogne sera assurée, afin de répondre aux questions ou de fixer un rendez-vous pour des demandes de renseignement particulières.</p> <p>4) Tous les événements ouverts au public relatifs à l'élaboration du PLUi (réunions d'informations, ateliers ou réunions thématiques, ...) seront annoncés par un avis édité sur le site internet de Xaintrie Val' Dordogne et, si les délais de publication le permettent, dans le magazine intercommunal.</p>	<p>ADOPTÉ</p> <p>POUR 41 ABSTENTIONS 4</p>
-----	--	---

079	<p><u>Pour échanger</u></p> <p>Une réunion publique sera organisée lors de chaque étape importante du processus d'élaboration du PLUi (diagnostic-enjeux, PADD, traduction réglementaire), soit pour recueillir des observations et propositions avant la prise de décisions concluant les travaux effectués dans le cadre de ces étapes, soit après celle-ci pour valider ou corriger les décisions prises. Selon l'étape concernée, ces réunions pourront être organisées à l'échelle intercommunale ou communale (par commune ou groupe de communes).</p> <p><u>Pour s'exprimer</u></p> <p>Les demandes de renseignement pourront être adressées dès la prescription du PLUi par courrier au siège de la communauté de communes (Xaintrie Val' Dordogne – avenue du 8 mai 1945 – 19400 Argentat-sur-Dordogne). »</p> <p><u>Proposition de précisions sur le point “pour échanger”</u></p> <p>Le Rapporteur explique que la délibération de prescription prévoit l'organisation de réunions publiques lors de chaque phase importante : diagnostic-enjeu / PADD / traduction réglementaire, en mentionnant que selon l'étape concernée, ces réunions pourront être organisée à l'échelle intercommunale ou communale (par commune ou groupe de communes).</p> <p>Il est proposé de préciser que les réunions publiques sont organisées à l'échelle intercommunale, de préférence par groupe de communes, c'est-à-dire par secteur, afin que la population soit informée de manière égale sur le projet intercommunal de PLUi-H :</p> <p>Vallée rive droite, Xaintrie blanche Xaintrie noire,</p> <p>Soit 3 réunions pour chacune des phases, et non 1 réunion publique par commune, ce qui nécessiterait des moyens humains et du temps trop important, d'une part, et ne permettrait pas un échange à l'échelle intercommunal, d'autre part.</p> <p>Entendu l'exposé de la Présidente, et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,</p> <p>APPROUVE, les précisions sur les modalités de concertation rappelées ci-avant.</p> <p>Conformément à l'article R. 153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de Communes Xaintrie Val' Dordogne et dans les mairies des communes membres concernées durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera aussi notifiée aux personnes publiques associées.</p>	
	<p>DB2025-080 : ARRÊT DU PLAN DE MOBILITÉ SIMPLIFIÉ (PDMS) DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES XAINTRIE VAL' DORDOGNE</p> <p>Considérant que en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM), la Communauté de communes Xaintrie Val' Dordogne a lancé en avril 2025 sa démarche mobilité par un COPIL en avril 2025.</p> <p>Cette démarche s'appuie sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un diagnostic territorial mené en concertation avec les communes, les partenaires institutionnels et les différents acteurs du territoire (associations, entreprises, habitants) : 	

080	<p>Des ateliers de concertation se sont tenus avec les représentants des communes et des habitants du territoire, Des entretiens ont eu lieu avec différents partenaires, Une enquête a été réalisée auprès des habitants du territoire (diffusion large), Un questionnaire a été proposé aux entreprises de plus de 11 salariés du territoire. Une stratégie qui a été validée en Comité de Pilotage (COPIL) en septembre 2025. Elle a été travaillée en atelier de concertation avec les acteurs du territoire et se décline autour de 3 objectifs et 12 actions prioritaires :</p> <p><u>1. AMENER LE CHANGEMENT DE PRATIQUES, INFORMER SUR LES SERVICES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Centraliser l'ensemble de l'information sur les services existants sur une page web unique + publication d'un guide mobilité (PRIORITÉ 1), - Mettre en place une plateforme de mise en relation covoiturage avec incitation financière (PRIORITÉ 2), - Profiter du lancement du service d'itinérance du Centre Communal d'Action Sociale (CIAS) pour informer les publics plus isolés sur les services (PRIORITÉ 3) - Organiser un défi mobilité pour les jeunes dans un établissement volontaire (par exemple, le collège) (PRIORITÉ 4). <p><u>2. UNE MOBILITE TRAVAILÉE POUR ET AVEC LES COMMUNES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer des petites zones de covoiturage sur toutes les communes pour inciter l'usage (PRIORITÉ 1), - Accompagner techniquement (et financièrement) les initiatives locales de location VAE longue durée (PRIORITÉ 3), - Encourager et accompagner la mise en place de pédibus dans les communes du territoire (PRIORITÉ 3), - Sécuriser les piétons/vélos devant le collège Simone Veil. Travailler sur le stationnement bus et la circulation des élèves (PRIORITÉ 3), - Installer du stationnement vélo qualitatif sur tout le territoire (PRIORITÉ 4). <p><u>3. SE DEPLACER EN TRANSPORT EN COMMUN, EN INTERNE ET EN EXTERNE DU TERRITOIRE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Repenser le transport solidaire du CIAS pour pouvoir absorber la croissance des demandes (PRIORITÉ 2), - Pour le quotidien : 3 allers-retours par jour sur la ligne de bus Argentat – Tulle (PRIORITÉ 3), - Pour les touristes : extension du Transport à la Demande (TAD) estival / jusqu'au Barrage du Chastang / sur la période Juin et Septembre) (PRIORITÉ 4). <p>Elle répond aux problématiques soulevées par le diagnostic :</p> <p>Engagements en faveur de la communication sur les services existants, afin d'améliorer la visibilité des offres, peu connues aujourd'hui. Mise en œuvre de nouveaux services sur les communes du territoire, pour favoriser la pratique des modes actifs et du covoiturage. Les communes volontaires sont appuyées par la Communauté de Communes. Travail sur les services de Transport existants pour les rendre plus concurrentiels vis-à-vis de la voiture.</p> <p>À la suite de cette démarche qui s'achève à la stratégie, le territoire souhaite transformer cette démarche mobilité en Plan de Mobilité Simplifié au sens de l'article L1214-36-1 du code des transports pour :</p> <p>Formaliser l'engagement des élus sur les enjeux de mobilité, Poursuivre et renforcer la dynamique déjà engagée autour des enjeux de mobilité en instaurant un comité des partenaires,</p>	<p>ADOPTÉ</p> <p>POUR 39 ABSTENTIONS 6</p>
-----	---	---

080	<p>Faciliter la mobilisation de soutiens financiers pour accompagner la mise en œuvre des actions de mobilité.</p> <p>Pour mémoire, le 25 septembre 2025, le Conseil Communautaire a acté le lancement du processus d'approbation du Plan de mobilité simplifié.</p> <p>Le territoire s'autorise à continuer à travailler techniquement sur les actions en parallèle de cette phase d'approbation.</p> <p>Il importe dès lors d'arrêter ce projet de plan de mobilité simplifié afin de le soumettre pour avis aux conseils municipaux, au Département de la Corrèze, à la Région Nouvelle Aquitaine et aux autorités organisatrices de la mobilité limitrophes (Tulle Agglomération, Haute Corrèze Communauté, Communauté de Communes Ventadour Égletons Monédières, Région AURA pour la CC Pays de Mauriac et la CC de la Chataigneraie Cantalienne) ainsi que le Comité de Massif.</p> <p>Cette phase de consultation est de 3 mois (article R1214-12 du code des transports).</p> <p><u>Seront également consultés :</u></p> <p>A leur demande, les organismes ou associations dont l'objet est défini par l'article L1214-36-1 du code des transports (représentants des professions et des usagers des transports, associations de personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite, gestionnaires de voirie, chambres consulaires, autorités en charge des réseaux d'énergie, associations agréées de protection de l'environnement),</p> <p>Le comité des partenaires, lorsqu'il sera mis en place (sur une séance spécifique) (article L1231-5 du code des transports),</p> <p>Le projet de plan de mobilité simplifié, sera soumis à une procédure de participation du public (article L1214-36-1 du code de transport) sur une période de 21 jours au minimum (article L123 19-1 du code de l'environnement).</p> <p><u>Le dossier de participation du public comprendra :</u></p> <p>Le projet de plan de mobilité simplifié,</p> <p>Une note de présentation précisant le contexte et les objectifs du projet,</p> <p>La délibération du conseil communautaire arrêtant le projet de plan de mobilité simplifié,</p> <p>Les avis des personnes publiques consultées.</p> <p>Ce dossier sera disponible au siège des Mairies, de la Communauté de communes ainsi que sur son site internet.</p> <p>Au terme de cette période de consultation, le projet de plan de mobilité simplifié pourra être amendé pour tenir compte des avis recueillis avant d'être définitivement approuvé par le Conseil communautaire.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,</p> <p>DECIDE, d'arrêter le projet de plan de mobilité simplifié de Xaintrie Val Dordogne tel qu'annexé à la présente délibération,</p> <p>AUTORISE, la Présidente ou son représentant à soumettre le projet de plan de mobilité simplifié pour avis aux collectivités mentionnées à l'article L1214-36-1 du code des transports,</p> <p>AUTORISE, la Présidente ou son représentant à répondre à toute demande de consultation émanant d'un organisme ou d'une association mentionnée à l'article L1214-36-1 du code des transports,</p> <p>AUTORISE, la Présidente ou son représentant à consulter le Comité des partenaires de Xaintrie Val' Dordogne (lorsqu'il sera créé),</p>	
-----	--	--

	<p>AUTORISE, la Présidente ou son représentant à soumettre ensuite le projet de plan de mobilité simplifié, assorti des avis recueillis, à une procédure de participation du public dans les conditions prévues à l'article L123-19-1 du code de l'environnement,</p> <p>AUTORISE, la Présidente ou son représentant à procéder ensuite aux modifications éventuelles pour tenir compte des avis recueillis et des résultats de la participation du public,</p> <p>AUTORISE, la Présidente ou son représentant à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.</p>													
081	<p>DB2025-081 : TRAVAUX DE RÉALISATION DES PLATEFORMES - POINT D'APPORT VOLONTAIRE</p> <p>Considérant que lors du conseil communautaire du 19 mai 2022, il a été adopté le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA).</p> <p>L'article 10 de ce plan décide de la mise en place de colonnes sur des points d'apports volontaires.</p> <p>Ces points d'apports volontaires ont été positionnés en priorité sur des terrains communaux, puis sur des terrains départementaux avec les conditions que cela a imposé (stationnement interdit sur la route, visibilité, revêtement en bordure de chaussée, etc.).</p> <p>Des travaux de génie-civil sont nécessaires pour réaliser des plateformes planes pour accueillir de manière stable et durable ces colonnes de points d'apports volontaires.</p> <p>Ainsi, pour les 69 emplacements qui ont été confirmés au cours de l'année 2025, une consultation de marché public pour un accord cadre a été réalisée.</p> <p>Après des auditions de négociation, et la tenue de deux C.A.O. en dates du 4 Août 2025 et du 26 septembre 2025, les offres finales dont les montants sont récapitulés dans le tableau ci-dessous, sont les suivantes :</p> <table><tr><th>Entreprises</th><th>Montant HT</th><th>Montant TTC</th><th>Rang</th></tr><tr><td>TERRACOL</td><td>489 775 €</td><td>587 730 €</td><td>1</td></tr><tr><td>EUROVIA Vinci</td><td>545 490 €</td><td>654 588 €</td><td>2</td></tr></table> <p>Pour ces travaux, l'entreprise TERRACOL a établi une offre finale pour un montant total de 489 775 € HT, soit 587 730 € TTC. Après analyse des offres, elle arrive au rang 1.</p> <p>La C.A.O. a donc proposé d'attribuer le marché accord cadre de travaux de plateforme des P.A.V. à l'entreprise TERRACOL pour un montant de 587 730 € TTC, correspondant à la réalisation des 69 emplacements validés en 2025.</p> <p>Madame la Présidente fait part à l'assemblée de la demande de la commune d'Argentat sur Dordogne de procéder à un vote à bulletin secret. Plus du tiers des élus valident cette proposition.</p> <p>La question suivante est posée : « Autorisez-vous Madame la Présidente à signer le marché pour la réalisation des plateformes – point d'apport volontaire ? »</p> <p><u>Résultat du vote :</u></p> <p><u>1er tour</u> : Pour : 21 – Contre : 21 : Abstention : 3</p> <p><u>2ème tour</u> : Pour : 21 – Contre : 22 : Abstention : 2</p>	Entreprises	Montant HT	Montant TTC	Rang	TERRACOL	489 775 €	587 730 €	1	EUROVIA Vinci	545 490 €	654 588 €	2	<p>NON ADOPTÉ</p> <p>CONTRE 22 POUR 21 ABSTENTIONS 2</p>
Entreprises	Montant HT	Montant TTC	Rang											
TERRACOL	489 775 €	587 730 €	1											
EUROVIA Vinci	545 490 €	654 588 €	2											

	<p>Après en avoir délibéré, le conseil communautaire,</p> <p>N'AUTORISE PAS, Madame la Présidente à signer tout contrat et document afférent à cette affaire, et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour exécuter la présente décision.</p> <p>N'AUTORISE PAS, Madame la Présidente à signer toutes modifications éventuelles à venir du marché.</p>				
082	DB2025-082 : ADOPTION DU BARÈME DES TARIFS « GESTION DES DÉCHETS ET ENVIRONNEMENT »				ADOPTÉ UNANIMITÉ
	<p>Considérant que les tarifs « gestion des déchets et environnement » ont été revalorisés de 1.3 %. Hormis pour le tarif de l'incinération qui est fixé par le SYTTOM19.</p> <p>Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,</p> <p>ADOPTÉ, les tarifs suivants à compter du 1^{er} janvier 2026 :</p>				
	TRAITEMENT				
	Types de déchets	Mode de calcul	Tarifs 2025	Tarifs 2026	
	Traitement des déchets de jardin	Tarif / Tonne	76.75 €	77.75 €	
	Traitement des déchets de cuisine et viande		351.60 €	356.17 €	
	Traitement des déchets bois		56.30 €	57.03 €	
	Traitement des gravats et résidus de démolition		28.85 €	29.23 €	
	Traitement des D.I.B. et Encombrants		175.00 €	182.00 €	
	Traitement des déchets – incinération		155.00 €	163.00 €	
	Traitement plastiques agricoles		181.70 €	184.06 €	
	Traitement pneus PL, AGRAIRE (tracteur)		343.95 €	348.42 €	
	Traitement pneus VL, SUV ,4X4, ENSILAGE	Le pneu	6.00 €	6.00 €	
	Traitement de déchets de camping	1,2 kg x tarif x nbre de nuitées / 1000	155.00 €	163.00 €	
	COLLECTE				
	Collecte déchets des entreprises	Temps passé x tarif x nbre de jours / 60	82.05 €	83.12 €	
	Collecte déchets des campings	Temps passé x tarif x nbre de jours / 60	82.05 €	83.12 €	
	TRANSPORT				
	Transport déchets des entreprises	Tarif / Tonne	49.60 €	50.24 €	
	Transport déchets des campings	1,2 kg x tarif x nbre de nuitées / 1000	49.60 €	50.24 €	

LOCATIONS			
Mise en place d'une benne dans le périmètre communautaire (PAR TYPE DE DÉCHETS : ex Bois/Ferraille...)	Tarif / jour + Traitement / Tonne	237.95 € + 27.65 €/j sup. + traitement €/T + 100.00 €/vidage	241.04 € + 28 €/j sup. + traitement €/T + 101.30 €/vidage
Véhicule (3T5) et mise à disposition de personnel (2 pers.)	Tarif 1 ^{ère} heure + tarif heure sup. + traitement/tonne	120.90 € + 43.75 €/h. sup. + tarif selon la nature des déchets	122.47 € + 44.31 €/h. sup. + tarif selon la nature des déchets
Mise à disposition de containers dans le cadre d'une convention	Tarif/container/an	37.95 €	38.44€
Broyeur PRIMO et MINOR	Durée de 24h à 48h	22.00 €	22.00 €
Broyeur BIO 190	Durée de 24h à 48h	44.00 €	44.00 €
Mise à disposition de colonnes dans le cadre d'une convention	Tarif/colonne/an	169.20 €	171.39 €
Achats			
Composteurs 345 litres + 1 bio seau de 7 litres	L'unité	20.00 €	20.00 €
Composteur 610 litres + 1 bio seau de 7 litres	L'unité	40.00 €	40.00 €
CHARGE, Madame la Présidente de toutes les formalités administratives en la matière.			
<p><u>ADOPTION DE LA MOTION POUR LE MAINTIEN DU SITE DU CFAI DE TULLE</u></p> <p>Considérant que, les membres du Conseil de la communauté Tulle Agglo ont transmis à la Communauté de Communes Xaintrie Val' Dordogne la présente motion le 29 septembre 2025. Cette motion relate le risque de fermeture du site du CFAI de Tulle.</p> <p>Cette implantation dans le quartier de Souilhac résulte historiquement de la reconversion liée à la fermeture progressive de la Manufacture d'Armes (GIAT INDUSTRIE).</p> <p>Elle est intégrée depuis dans le périmètre du campus universitaire qui bénéficie de la présence d'autres structures d'enseignement (IUT, école d'infirmières et d'aides-soignantes, école du professorat, campus connecté) et d'un restaurant universitaire et inter-entreprises.</p> <p>Le CFAI réalise des formations en partenariat avec le CFA Bâtiment de Tulle : BTS électrotechnique, BTS système énergétique et fluidique.</p> <p>La présence sur le même site de KNDS (consortium de défense) et du 13^{ème} BSMAT qui sont en suractivité est à même d'offrir de nouvelles perspectives.</p> <p>Une telle hypothèse de transfert vers Brive avait déjà été évoquée par l'IUMM dont dépend le CFAI de Tulle, lors du projet « AGIL » (Agir pour l'Industrie du Limousin) et la réorganisation du Pôle Formation (mai 2019).</p>			
<p style="text-align: right;">ADOPTÉ UNANIMITÉ</p>			

	<p>Déjà, cette vision avait fait l'objet d'une validation par les 3 conseils d'administration IUMM Limousin, AFPI Limousin et CFAI Limousin. Pour autant, elle n'est pas entrée en application compte-tenu de la vocation du site de Tulle de drainer les formations d'apprentissage au bénéfice des entreprises de Moyenne et de Haute Corrèze.</p> <p>Cette réalité n'a pas été remise en cause par la création de la Maison de l'Industrie à Brive.</p> <p>L'annonce présentée le 16 mai 2025 aux formateurs du CFAI n'est donc pas acceptable et témoigne de mœurs d'un autre temps.</p> <p>Aujourd'hui, la concertation avec les Territoires et les entreprises, l'écoute des personnels et apprentis, doivent être un préalable.</p> <p>Brive et Tulle font partie du même Territoire d'Industrie qui constitue le volet territorial de la politique industrielle de l'État et construit une stratégie locale de réindustrialisation.</p> <p>C'est également dans ce cadre que doit se construire le partenariat entre les acteurs locaux.</p> <p>En prolongement de la motion délibérée par le conseil de la Communauté d'Agglomération Tulle Agglo en date du 19 mai 2025, le Conseil communautaire de Xaintrie Val' Dordogne s'oppose donc également et fermement au risque de fermeture du CFAI de Tulle, annoncé sans la moindre concertation et contraire à toute politique d'aménagement du Territoire.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,</p> <p>ADOpte, la motion ci-dessus présentée.</p>	
--	--	--